

Convention collective

**IDCC : 9612. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE,
D'ÉLEVAGE, DE MARAÎCHAGE, D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE,
HARAS ET CUMA**

(Orne)

(20 juillet 1977)

(Etendue par arrêté du 25 janvier 1979,
Journal officiel du 10 mars 1979)

AVENANT N° 102 DU 1^{ER} JUILLET 2016

NOR : *AGRS1697295M*

IDCC : 9612

Entre

FDSEA de l'Orne

FDCUMA de l'Orne

D'une part, et

FGA CFDT

UD FO de l'Orne

USRAF CGT de Normandie

UR CFTC-Agri de Basse-Normandie

SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 31 « Sécurité » sont modifiées comme suit :

« Les employeurs sont tenus de se conformer aux dispositions des lois et règlements en vigueur concernant la santé et la sécurité des travailleurs relevant de la convention collective.

En application de l'article L. 4121-1 du code du travail, l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail, des actions d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Selon l'article L. 4121-2 du code du travail, l'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- éviter les risques ;
- évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités. Cette évaluation des risques est retranscrite dans un document unique d'évaluation des risques professionnels ;

- combattre les risques à la source ;
- adapter le travail à l’homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- tenir compte de l’état d’évolution de la technique ;
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l’influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu’ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1 ;
- prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

L’employeur veille à l’adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l’amélioration des situations existantes.

L’employeur met à la disposition des travailleurs, les équipements de protection individuelle appropriés et veille à leur utilisation effective. Ces équipements de protection individuelle sont fournis par l’employeur qui assure leur bon fonctionnement et leur maintien dans un état hygiénique satisfaisant.

L’employeur met à la disposition des travailleurs les moyens d’assurer leur propreté individuelle (eau, savon, essuie-mains), notamment des vestiaires, des lavabos, des cabinets d’aisance et, le cas échéant, des douches (art. R. 4228-1 du code du travail).

Article 2

Les dispositions de l’article 35 du chapitre XIV « Délai de libération du logement » sont modifiées comme suit :

« En cas de rupture du contrat de travail, le logement doit être libéré dans les délais maxima fixés ci-dessous, sauf accord particulier entre les parties :

1. Cas du salarié qui quitte volontairement son emploi : libération des lieux dès la fin du préavis ;
2. Cas du salarié licencié pour faute grave :
 - salarié vivant seul et salarié chargé de famille : libération 15 jours après notification du renvoi ;
3. Cas du salarié licencié pour toute autre cause :
 - salarié vivant seul et salarié chargé de famille : libération à la fin du préavis.

Article 3

Le présent avenant prend effet au jour de sa signature et les parties signataires en demandent l’extension.

Fait à Alençon, le 1^{er} juillet 2016.

(Suivent les signatures.)